

# COMMUNIQUE FINAL

## ATELIER REGIONAL DE PARTAGE SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FILLES EN MILIEU SCOLAIRE

A l'horizon 2015, année cible pour atteindre l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui appelle entre autres à la réalisation de l'éducation primaire universelle ainsi que la réalisation de la parité entre les sexes au primaire et au secondaire, ActionAid a organisé avec ANCEFA (Réseau Africain de Campagne sur l'Education Pour Tous) et Plan (Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest - WARO), un atelier régional de partage sur les leçons tirées de 5 ans de mise en œuvre d'un projet multi-pays sur la violence contre les filles à l'école au Ghana, au Kenya et au Mozambique.

L'objectif de l'atelier était de partager des expériences avec des organisations engagées sur la même thématique et d'explorer ensemble avec les partenaires comment s'engager de manière stratégique dans une action conjointe sur l'éducation des filles dans la région.

Pendant trois jours, 26 participants venus du Ghana, Libéria, Burkina, Togo, Mozambique, Kenya, Zambie et Sénégal ont partagé les meilleures pratiques, les défis et les leçons apprises dans la mise en œuvre de projets liés à l'éducation des filles en général, et la violence faite aux filles en milieu scolaire en particulier.

Sur la question de l'éducation des filles, les observations suivantes ont été notées:

- Dans le cadre de la promotion de l'éducation des filles et de la lutte contre les violences faites aux filles (VFF), des organisations comme ActionAid, ANCEFA, Plan et d'autres ont enregistré, au cours des 5 dernières années, des réalisations qui pourraient être démontrées aux niveaux local, national et régional. Au nombre de ces succès, figurent la réintégration des filles enceintes, la mobilisation de la communauté pour faire face aux violences faites aux filles, l'implication des enfants, des filles en particulier, dans des campagnes de sensibilisation, le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans le plaidoyer pour l'éducation des filles, ainsi que le plaidoyer en faveur du financement de l'éducation pour davantage de ressources pour l'éducation des filles. Ces efforts ont conduit à des réductions significatives de la violence et amélioré la scolarisation des filles dans les zones ciblées par des projets d'éducation des filles.
- Bien qu'individuellement, les partenaires aient fait des efforts pour documenter leur travail sur l'éducation des filles, à travers la recherche, la mise en œuvre de projets et la production de matériels d'Information Education et Communication (IEC), il n'y a pas eu suffisamment de publications coordonnées sur les cas de réussite pour permettre le partage et la réplication.
- Alors que des progrès constants ont été réalisés dans la réduction de la violence contre les filles et l'accès accru à l'éducation des filles en Afrique, les filles représentent encore la majorité des 31 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés. En outre, dans de nombreuses sociétés, les filles continuent à souffrir de la violence, et sont souvent victimes de mariages précoces/forcés, de grossesses précoces et des pratiques culturelles négatives. L'objectif de la parité entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire et surtout au niveau supérieur de l'éducation est encore loin d'être atteint dans la plupart des pays. La lutte pour l'éducation des filles n'est donc pas encore terminée et il est nécessaire de renforcer le plaidoyer avant et après 2015.
- Bien que de nombreuses organisations de la société civile manifestent un intérêt pour l'éducation des filles, on note un manque de coordination et d'harmonisation des programmes des partenaires aux niveaux local, national et régional. Ce scénario présente des risques élevés quant à la duplication, la concurrence et la confusion.
- Il existe des défis à relever au sein des coalitions nationales de l'éducation en matière de gouvernance, de leadership, de construction d'alliances mais aussi des faiblesses à corriger dans les domaines du plaidoyer et du suivi et évaluation. Ces points faibles ont compromis et compromettent encore la qualité des programmes sur l'éducation des filles, et ont ainsi conduit à des résultats et un impact limités là où les coalitions sont supposées diriger le processus.
- La mobilisation des ressources en faveur des initiatives autour de l'éducation des filles, où le changement se produit très lentement, a été un défi et cela a affecté négativement les efforts pour étendre les projets au niveau national et régional.

A l'issue de l'atelier, les recommandations suivantes ont été formulées autour de quatre domaines clés:

### **Recherche et de publication**

- En matière de recherche, les partenaires ont souligné la nécessité de promouvoir un plaidoyer basé sur des recherches de qualité. Les partenaires ont aussi noté des insuffisances sur le travail de recherche relatif à l'éducation des filles en général et sur les violences faites aux filles en milieu scolaire (VFMS) en particulier. En conséquence, ils ont appelé à la création d'un centre de documentation où toutes les publications relatives à l'éducation des filles seraient centralisées. La réunion a également noté que dans certains cas, les organisations effectuent des recherches sur des sujets sur lesquels l'information était déjà disponible. Pour relever ce défi, tous les partenaires ont été invités à partager les Termes De Référence (TDR) de nouvelles recherches et de s'assurer que les rapports de recherche sont largement diffusés afin d'éviter les duplications et par conséquent le gaspillage des ressources.
- En ce qui concerne les publications autour de l'éducation des filles, il a été recommandé que les partenaires de la société civile devraient, si possible, entreprendre des projets de documentation conjointe des pratiques porteuses. Cette documentation devrait être disponible aussi bien en version imprimée qu'en version électronique sur Internet et accessible à tous
- Il est nécessaire que les partenaires entreprennent une cartographie des compétences pour identifier les lacunes et élaborer des stratégies de renforcement des capacités des coalitions nationales de l'éducation.

### **La participation des enfants**

- Les partenaires ont convenu de travailler à l'autonomisation des filles dans tous les pays. En ligne avec les discussions sur la synergie et la coordination, les participants se sont mis d'accord pour travailler sur des directives normalisées sur l'opérationnalisation des clubs de filles et la participation des enfants du niveau local vers le national.
- Les participants ont également convenu de l'élaboration de lignes directrices sur la participation des enfants aux niveaux local et national
- Parce que cela implique beaucoup d'engagement avec les enfants tant au niveau communautaire qu'au niveau national, ActionAid, Plan et d'autres partenaires devraient soutenir ANCEFA dans le développement d'une politique de protection des enfants en conformité avec la protection sociale des enfants dans la région ainsi que d'une politique du genre. Cela permettra à ANCEFA de suivre le travail des organisations locales et nationales et de s'assurer que les droits des enfants sont pris en compte pendant le processus de mise en œuvre. Il veillera également à ce que le genre soit intégré dans les programmes

### **Engagement politique et plaidoyer**

- Le protocole d'accord entre ANCEFA et la Commission de l'Union Africaine signé en Juillet 2013 devrait être utilisé comme opportunité pour renforcer l'espace de la société civile dans son engagement avec les Communautés Economiques Régionales (CER) et l'Union Africaine au regard de l'agenda sur l'éducation des filles.
- Les organisations de la société civile ou autres plateformes régionales doivent interpeller l'Union Africaine et autres organismes régionaux en les invitant à des discussions pour leur permettre de rendre compte des progrès et d'explorer ensemble les moyens de combler les lacunes
- L'agenda post 2015 devrait adopter une approche fondée sur les droits et surtout mettre un accent particulier sur la promotion de l'éducation des filles et la réduction des disparités en particulier au niveau post- primaire.
- Les gouvernements nationaux devraient accroître le financement de l'éducation et allouer davantage de ressources pour faire face aux violences faites aux filles et assurer l'accès des filles à une éducation de qualité pour tous à tous les niveaux.

- Les partenaires devraient identifier les opportunités de financement et promouvoir des initiatives conjointes de collecte de fonds, y compris l'établissement d'un fonds commun pour les projets de la société civile sur l'éducation des filles
- Les partenaires devraient assurer la participation de tous dans la célébration du 11 Octobre, journée internationale de la fille. Tous les partenaires devraient intégrer la plate-forme FillesPasEpouses (GNB) où elle existe et en initier une où il n'en existe pas pour un plaidoyer plus fort contre le mariage précoce/force.
- Pour accélérer le changement de comportement et les changements de politique, les organisations engagées sur la violence contre les filles et les femmes devraient travailler avec les garçons et les hommes et impliquer les syndicats d'enseignants comme solution pour une meilleure diffusion des messages sur la violence contre les filles à tous les niveaux.

### Partenariat

- ANCEFA, ActionAid, et plan devraient faciliter la mise en œuvre du plan d'action élaboré lors de l'atelier pour la promotion des initiatives autour de l'éducation des filles dans les domaines du plaidoyer politique, la participation des enfants, le partenariat et la recherche en route vers 2015. Il est donc de leur responsabilité d'impliquer les autres organisations engagées sur cette question afin de renforcer la synergie.
- Les partenaires doivent renforcer les initiatives de sensibilisation portant sur la violence basée sur le genre et la promotion de l'éducation des filles dans les différents pays .
- Il est nécessaire de renforcer les partenariats, la coordination, la synergie et la collaboration afin d'assurer une efficacité accrue dans la lutte pour l'éducation des filles et de veiller à la mise en place des politiques et mécanismes appropriés pour lutter contre la violence contre les filles
- Pour le suivi, l'intégration régionale et la cohérence dans l'action, le comité composé d'ActionAid, ANCEFA et Plan Afrique de l'Ouest, devrait veiller à ce que les recommandations clés et les points d'action du présent atelier soient largement partagés au sein de la région, en particulier avec les organisateurs du prochain atelier sur la violence faite aux filles en milieu scolaire au Burkina Faso en Novembre 2013
- En ligne avec ce qui précède, le comité devrait également travailler à la mise en place d'un groupe de travail régional sur l'éducation des filles afin de permettre le partage systématique des connaissances en parallèle avec le centre de documentation virtuel

Dakar, Sénégal, 24 aout 2013

---

### Pour plus d'information, merci de contacter:

#### ActionAid International,

Mme Victorine KEMONOU DJITRINO,  
Education program development coordinator  
[victorine.djitrinou@actionaid.org](mailto:victorine.djitrinou@actionaid.org)  
[www.actionaid.org](http://www.actionaid.org)

#### Ancefa

Mr Limbani NSAPATO, coordonnateur régional par intérim  
[lnsapato@gmail.com](mailto:lnsapato@gmail.com)  
[www.ancefa.org](http://www.ancefa.org)

#### Plan

Mme Faty KANE  
Coordonnatrice régionale de la campagne Parce Que Je Suis Une fille  
[Faty.kane@plan-international.org](mailto:Faty.kane@plan-international.org)  
[www.plan-international.org](http://www.plan-international.org)

